Conférence de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation en Syrie, Paris le 13 juin 2012.

2012-06-13

Mesdames et messieurs, merci d'être présents cet après-midi au quai d'Orsay. En liaison avec le président de la République et le premier ministre, j'ai souhaité vous faire une déclaration sur la situation en Syrie.

La Situation en Syrie a pris un tour encore plus grave et abominable que jusqu'alors. Nous sommes en particulier informés que des enfants servent désormais de boucliers humains au régime. Ils sont placés devant des camions et des chars, torturés, violés et assassinés. Tous les jours, des dizaines et des dizaines de Syriens meurent sous les coups du régime sanguinaire de M. Bachar Al-Assad. Dans ces conditions, la France a décidé de renforcer son dispositif et ses positions pour contrer ce régime de mort et de sang.

Ce dispositif passe en particulier par quatre séries de mesures.

D'abord, nous voulons renforcer la pression sur le régime de Damas en aggravant les sanctions. Je prends immédiatement contact avec mes collègues européens ainsi qu'avec Mme Ashton pour proposer que nous adoptions, dès la toute prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères, un nouveau train de sanctions qui soit encore plus dur. Il faut cette fois des sanctions qui touchent non seulement M. Bachar al-Assad et sa clique, mais aussi les cadres de l'armée et l'ensemble des soutiens à Assad. Un message est donc passé, très clair, à ceux qui prêtent la main aux opérations de répression. Il faut qu'ils sachent qu'au-delà des principaux responsables de la répression qui sont déjà visés - Assad et les différents chefs de service de la sécurité - une liste de responsables intermédiaires va être préparée, et qu'ils devront être poursuivis devant la justice.

Prenant cette position, je veux lancer ici un appel à tous les Syriens qui doutent, ou qui sentent que cette politique criminelle ne peut que conduire à plus de chaos. Il faut qu'ils comprennent que le seul avenir est dans la résistance à l'oppression, que l'heure du choix est arrivée, qu'il faut qu'ils quittent ce navire.

Deuxièmement, nous proposons de rendre obligatoires les dispositions du plan de Kofi Annan. Ce plan rencontre des difficultés évidentes. Nous avons aujourd'hui entendu la Chine exprimer sa vive préoccupation. Il faut que le Conseil de sécurité passe à la vitesse

supérieure, et place sous chapitre VII - c'est-à-dire rende obligatoires - les dispositions du plan Annan.

Je rappelle que le plan Annan comprend notamment l'arrêt des violences, le retrait de l'armée des villes, l'acheminement de l'aide militaire ; en bref, tout ce qui rendra possible l'amorce d'une transition politique en Syrie et donc le départ de Bachar Al-Assad. Il faut que, désormais, les dispositions de ce plan soient rendues obligatoires.

Troisièmement, il faut aller plus loin dans le dialogue avec les puissances internationales qui sont capables d'influence. C'est le sens de notre dialogue avec la Russie et de nos contacts avec les principaux partenaires du Conseil de sécurité, et de la région. C'est aussi le sens de nos efforts pour que l'opposition, qu'elle soit extérieure ou intérieure, soit à la hauteur de l'enjeu en s'unissant et en offrant une alternative crédible.

Nous, Français, soutenons l'idée d'un Groupe de contact proposé par Kofi Annan. Nous sommes favorables à toutes les initiatives qui conduiront à la mise en œuvre de ce plan. Ce qui compte, c'est de faire cesser le massacre et d'engager la transition.

Enfin, quatrième disposition, nous avons d'ores et déjà lancé les invitations à plus de 140 pays et groupes pour réunir le 6 juillet prochain la Conférence des Amis du peuple syrien, et nous multiplierons les contacts avec l'opposition. Il faut montrer à l'opposition qu'elle n'est pas seule. En début de semaine, je me suis adressé au nouveau président du Conseil National Syrien, M. Sayda, et je lui ai apporté l'appui de la France. Je suis et serai également en relation, dans les heures qui viennent, avec les opposants de l'intérieur avec qui nous n'avons jamais perdu le contact, même si, en prenant ce contact, ils savent qu'ils exposent leur vie.

Ce dont il s'agit, mesdames et messieurs, c'est d'encourager l'opposition à se structurer, à se fédérer, à s'organiser de manière à ce qu'elle constitue une force légitime, capable de préparer l'après Bachar Al-Assad.

Par ma voix cet après-midi, la France entend être à la pointe de l'action contre Bachar Al-Assad et contre les crimes dont il aura à rendre compte.

Q - Quelle est votre analyse de ce qui se passe aujourd'hui en Syrie, faut-il parler oui ou non de guerre civile, le régime affirme que non, le représentant à l'ONU, M. Ladsous affirme que oui, quelle est votre position, quelle est la partie de la Syrie qui est occupée par le régime et l'autre par l'opposition, et par ailleurs sur les ventes d'armes, est ce que les Russes continuent à vendre des armes comme l'affirme Mme Clinton et en particulier, des hélicoptères, qui pourraient être évidemment une nouvelle menace pour l'opposition et qui pourraient aggraver encore la situation ?

R Sur la question de la guerre civile, il n'y pas lieu de mener de querelles de vocabulaire. Lorsque, sous la pression du régime, des groupes appartenant à un même peuple se déchirent et s'entretuent, le risque est évident : on appelle cela guerre civile, sauf à ne pas comprendre ce qui se passe. Ce qu'il faut, précisément pour éviter la guerre civile et qu'elle s'accentue encore, c'est faire en sorte que M. Bachar Al Assad quitte le pouvoir, et trouver les moyens pour que l'opposition, les oppositions, puissent fournir une solution alternative et maîtrisée, avec des communautés en paix. Mais il est clair aujourd'hui que c'est, avec son cortège d'exactions, d'une guerre civile qu'il s'agit. La deuxième question que vous avez posée, celle des ventes d'armes, est extrêmement difficile. Chacun de vous le comprend, si on alimente en armes les belligérants - et dans notre cas, évidemment, les rebelles - on entretient le conflit, on l'exacerbe ; si on ne le fait pas, il y a risque, et même certitude, que du côté du régime, il y ait des forces massives bien équipées, et du côté de l'opposition des poitrines nues. Je dirais que de toutes les manières, cette question est un peu dépassée, puisqu'il y a des livraisons d'armes, des deux côtés. S'agissant de la Russie, nous avons bien entendu une série de déclarations officielles. Mais nos informations, directes et indirectes, attestent qu'il y a des livraisons d'armes.

Q Vous avez annoncé des mesures qui passent encore dans le cadre de l'ONU, pour le moment elles ont été quand même, compliquées par l'opposition en particulier par la Russie et la Chine, est-ce que vous avez des éléments qui vous laissent penser que cette fois, ça pourrait bouger au niveau de l'ONU, ou est ce qu'à un moment, il faudrait passer de cette étape là ?

R - C'est vrai que jusqu'à présent, il y a eu un blocage de la Russie et de la Chine à toute action qui pourrait être décisive dans le cadre des Nations unies. Ce qui est envisagé, à la fois par Kofi Annan, par d'autres partenaires et par nous-mêmes, c'est d'avoir recours au chapitre VII pour rendre obligatoires les dispositions du plan Annan dans la mesure où il permet, ce qui est essentiel, d'arrêter les combats et d'aller vers une transition politique. Nous avons des contacts en ce sens, avec nos collègues du Conseil de sécurité et en particulier avec la Russie, dont chacun sait qu'elle joue un rôle important dans cette matière. Et nous pensons, nous espérons qu'à mesure que le drame syrien malheureusement s'aggrave, à mesure que M. Bachar Al-Assad montre qu'il n'est qu'un prébendier à la tête d'un groupe d'assassins, les Russes pourront accompagner notre effort en direction de l'utilisation du chapitre VII en vue de l'application du plan Annan. Nous travaillons en ce sens, et nous espérons que cette mesure interviendra rapidement.

Q Vous avez évoqué l'initiative du M. Annan et apparemment vous avez ignoré celle de la Russie, celle de votre homologue Lavrov, qui aujourd'hui est à Téhéran. Est-ce que vous

êtes toujours à la même position en refusant que l'Iran participe à cette conférence internationale et si c'était le cas est ce que la France boycotterait une telle réunion ?

R – Je n'ignore pas les initiatives de mon collègue Serguei Lavrov, que j'ai rencontré lorsque le président de la République française a reçu le président Poutine, et qui est un homme qui connaît admirablement cette région et les problèmes internationaux. Je lui ai dit, ma collègue Hillary Clinton lui a dit, et d'autres encore, que nous étions favorables à un groupe de contact qui permettrait d'avancer et de trouver des solutions en amont du Conseil de sécurité, mais que nous ne pensions pas que la présence de l'Iran pourrait aider à dénouer ce conflit. Non que l'Iran n'ait pas d'influence sur la Syrie ; l'Iran en a, malheureusement, de toutes sortes. Mais dans une autre négociation, entre d'un côté le groupe des 5+1 et de l'autre côté l'Iran, l'Iran demande que, plutôt que de parler du nucléaire iranien, on parle de la question syrienne. Au lieu de clarifier la situation, nous irions vers un imbroglio total, et nous n'avancerions ni sur la Syrie, ni sur la question de l'armement nucléaire. Hillary Clinton, moi-même, mon collègue britannique, d'autres encore, ne sommes pas favorables à cette solution. En revanche, nous sommes favorables à l'initiative prise par Kofi Annan, sur laquelle des discussions existent aussi avec les Russes, pour qu'il y ait un groupe de contact qui pourrait le cas échéant se tenir à la fin du mois à un très haut niveau, et qui permettrait entre puissances du Conseil de sécurité et peut-être quelques autres d'avancer sur ce point.

Q – Votre homologue américaine, Hillary Clinton a déclaré récemment que la livraison imminente d'hélicoptères de combat par la Russie à la Syrie, allait je cite dramatiquement escalader le conflit en Syrie. Est-ce que vous adhérez à cette analyse, pourquoi est ce que vous semblez ménager la Russie à propos de ces livraisons d'armes à la Syrie, par ailleurs, votre homologue britannique William Hague a répondu lors d'une question parlementaire qu'il allait procéder à une révisions des accords passés entre des entreprises britanniques et Rosoboronexport.

Est-ce que vous avez l'intention de procéder à une révision similaire des accords passés entre des entreprises françaises et Rosoboronexport, le principal fournisseur du régime Assad ?

R – Non. Nous ne ménageons personne, ni les Russes, ni d'autres, cette expression ne peut pas être utilisée. Dès lors qu'il y a livraison d'armes qui peuvent alimenter le drame qui se passe en Syrie, nous ne pouvons évidemment qu'y être opposés. Cette position est d'ailleurs commune à la plupart des partenaires du Conseil de sécurité. Pour nous Français, nous veillons toujours étroitement à ce que nos ventes d'armes ne puissent pas être utilisées, directement ou indirectement, dans des conflits ce type. Si nous avions connaissance du fait que ces armes puissent être utilisées, nous réagirions immédiatement.

Une dernière question.

Q - Est-ce que sur cette résolution possible aux Nations unies, est ce que vous pensez qu'une zone d'exclusion aérienne est envisageable et deuxièmement aujourd'hui on a vu les Russes dirent que les États-Unis armaient les rebelles, les Etats-Unis accusaient les Russes hier de vendre des hélicoptères, ça montre que la diplomatie est en train de craquer un petit peu entre l'Ouest et le Russie, donc où est-ce que vous voyez le développement de cette situation ?

R Oui, sur le deuxième point, c'est-à-dire les accusations réciproques de ventes d'armes, j'ai exprimé tout à l'heure un point de vue : les ventes d'armes ont lieu, directement ou indirectement. La France n'alimente pas ces ventes d'armes en direction de la Syrie, que ce soit de manière directe ou indirecte. Mais on comprend bien - et c'est pourquoi il faut aller vers une autre solution - qu'aucune des deux branches de l'alternative ne peut conduire à une diminution du conflit. Même si des armes sont livrées par un certain nombre de pays aux forces insurgées, c'est en proportion inférieure à la puissance du régime. Les forces insurgées se font tuer sur place, et on alimente le conflit. Sur cet aspect des choses, s'il doit y avoir une modification, elle peut être décidée au Conseil de sécurité. Car le Conseil de sécurité peut, parmi les dispositions applicables à travers le chapitre VII, décider d'un embargo sur les armes. C'est une des possibilités qui sont ouvertes. Quant à votre interprétation de la diplomatie, je suis pas diplomate depuis assez longtemps pour me prononcer sur ce plan, mais les mises en cause réciproques et la recherche de solutions, c'est une certaine forme de diplomatie

Q Même sur la zone aérienne ?

R - Cela fait partie des possibilités. Il s'agit de prendre toutes les dispositions utiles pour qu'on arrête les massacres et je reviens, en vous quittant, au début de mon propos. Ce régime est un régime de massacreur, mais dans l'horreur, il passe maintenant, si l'on peut dire, un degré supplémentaire lorsqu'il utilise des enfants, qui ont parfois huit ou neuf ans - vous imaginez ce que cela signifie placés de part et d'autre des camions et des cars qui permettent aux soldats de Bachar Al Assad d'entrer dans les villes pour massacrer les habitants. Quand un régime place des enfants près des vitres pour empêcher les tirs, car si l'on veut tirer sur les soldats, il faut d'abord tuer les enfants, lorsqu'il met les enfants devant ces cars, lorsqu'il les massacre, lorsque qu'il les torture, lorsque des enfants sont violés, alors ce régime ne mérite pas de continuer à vivre.

Mercisource http://www.diplomatie.gouv.fr, le 14 juin 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185259-conference-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrange